



En urgence, notre Direction convie l'ensemble des agents du département à participer à des réunions d'information, les 30 et 31 janvier 2012, ayant pour objet de faire un point sur les nouvelles règles de gestion et de présenter les grandes orientations de la DDFiP pour 2012.

Si la présentation des nouvelles règles de gestion est importante pour les agents, elle a été, presque partout, déjà effectuée dans les services, accompagnée de la distribution d'une plaquette d'information individuelle.

Il est à noter que la note de service départementale NS n° 199-2011 sur laquelle se fonde la Direction pour ces convocations ne prévoit absolument pas de nouvelles "grand-messes" sur ce même sujet. Elle indiquait d'ailleurs bien clairement qu'il ne s'agissait pas de réunions de formation aux nouvelles règles de gestion, mais que le but était uniquement d'instaurer un échange... On est loin de la "réunion de travail" obligatoire !

Au demeurant, les règles de gestion vont encore évoluer et font l'objet de négociations, en cours au plan national.... Il est donc urgent d'attendre !

Ces grand-messes auront plutôt pour objet de présenter les "grandes orientations de notre DDFiP" pour 2012.

Mais les agents en ont assez de se voir expliquer les bienfaits des "gains de productivité" et les "recettes miracles" pour remplir leur mission de service public avec toujours moins de moyens.

Ces réunions sont particulièrement malvenues dans la période, entre les 2 convocations d'un Comité Technique Local (CTL) et une journée de grève nationale contre les suppressions d'emplois, insoutenables dans notre direction.

L'ensemble des Organisations Syndicales du 64 a boycotté le 23 janvier la 1ère convocation de ce CTL, et les représentants des personnels exprimeront, lors de la 2ème convocation du 3 février, le ras-le-bol des agents face aux 23 nouvelles suppressions de cadres C au 1er septembre 2012.

**Aussi, nous appelons les agents, qui subissent les conséquences dramatiques des suppressions d'emplois,  
à ne pas participer aux réunions des 30 et 31 janvier 2012,  
réunions qui ne font que conforter artificiellement l'apparence d'un dialogue social de qualité dans notre département.**